



Novembre 2009

## « Croissance verte : l'économie du futur »

*Résumé du rapport de Patricia Crifo, Michèle Debonneuil  
et Alain Grandjean sur la croissance verte*

*Au cours du vingtième siècle, le progrès technique et la croissance ont permis une augmentation considérable des niveaux de vie. Mais sur la même période, l'augmentation spectaculaire des gaz à effet de serre conduit à des dérèglements climatiques majeurs qui imposent une mutation considérable pour l'enrayer, alors même que la population mondiale va être multipliée par 1,5 d'ici 40 ans et que la poursuite de la croissance va faire encore augmenter les émissions de gaz à effet de serre.*

*Cette question de la soutenabilité de la croissance était aussi au cœur du récent rapport de la commission Stiglitz, sur la mesure des performances économiques et du progrès social, qui observait que l'euphorie liée aux performances d'avant la crise a été entretenue par des outils de mesure qui n'intégraient pas d'évaluation de la soutenabilité, et n'accordaient pas assez d'attention à l'endettement privé croissant, par exemple. Il soulignait aussi l'imminence d'une crise environnementale, tout particulièrement du fait du réchauffement planétaire.*

*Dès lors, doit-on en conclure que croissance et préservation de l'environnement sont incompatibles ? La croissance est elle par essence non soutenable ?*

Pour les auteurs du rapport, la réponse à ces questions est unanime : croissance et écologie ne sont pas incompatibles, en dépit de l'ampleur des mutations à opérer.

Compte tenu de l'augmentation de la population mondiale (+ 50% à l'horizon 2050) et de son aspiration légitime au développement, il faut en effet réduire d'un facteur huit le contenu en CO<sub>2</sub> de la croissance (CO<sub>2</sub>/PIB), soit un taux moyen annuel de - 4% par an, pour diviser par deux les émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2050. A titre de comparaison, le progrès réalisé sur ce ratio a été à peine supérieur à 1% par an au cours des trente dernières années, les gains réalisés en efficacité énergétique étant très largement compensés par l'accroissement du parc, des fonctionnalités et de l'utilisation (« effet-rebond ») des équipements consommateurs d'énergie.

RÉFÉRENCES ÉCONOMIQUES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Répondre à ces défis nécessite des transformations profondes de notre modèle de croissance, combinant des modifications de comportement, mais aussi un processus très puissant d'innovation et de création de nouveaux produits et services, bouleversant les chaînes actuelles de valeur. Il s'agit donc de mutations structurelles.

Celles ci doivent être engagées au moment où le rôle des NTIC, et le financement de l'économie par un capitalisme actionnarial mondialisé sont en question, et par là, la capacité des marchés à coordonner et financer cette nouvelle croissance, qui réclame en effet un effort important d'investissement et de R et D sur des projets à très long terme. Dans cette perspective, le rapport, rédigé par Patricia Crifo, Michèle Debonneuil et Alain Grandjean, apporte deux grandes réponses à l'analyse de la croissance verte:

Si notre modèle de croissance passé et actuel n'est pas soutenable, et qu'il a montré un épuisement certain, en revanche la soutenabilité est compatible avec la croissance, comme le suggérait le rapport Stern, à condition de mettre en place des prix écologiques.

En effet, un élément-clef d'explication des évolutions passées est qu'elles se sont réalisées dans un contexte d'énergies bon marché. La mutation visée en matière énergétique apparaît donc accessible, si le système de prix approprié, reflétant la rareté des ressources naturelles, est mis en place. De même, comme le souligne le rapport Stiglitz, on peut relier les autres défis cités ci dessus à des défaillances du système de prix, libre accès à une ressource commune pour les stocks halieutiques, par exemple. L'évolution vers la « sobriété » nécessite donc en premier lieu la mise en place de signaux-prix, comme la taxe carbone. Le niveau de ces prix doit par ailleurs être suffisant pour que le signal et l'incitation économique jouent pleinement leur rôle. Ce point fait l'objet d'un fort consensus.

On ne peut pas parler de croissance, si l'on ne parle pas de croissance verte.

Le rapport suggère que nous sommes plus fondamentalement confrontés à l'épuisement d'un modèle de croissance, et son incapacité à satisfaire des besoins essentiels du développement humain, ce qui nécessite un usage plus rationnel des ressources, les services devenant la source principale de la valeur ajoutée. Ainsi le terme de « nouvelles filières » doit être compris dans son sens le plus global. Une vision intégrée et cohérente est nécessaire, et le rôle de la puissance publique dans l'orientation des comportements, la maîtrise des risques, et dans la promotion de nouvelles régulations, sera déterminant pour que la croissance verte puisse voir le jour.

Les contours du nouveau modèle de croissance verte devront s'appuyer sur une augmentation de la contribution des secteurs producteurs et utilisateurs de nouvelles technologies environnementales (NTE) à la croissance du PIB à tous les échelons, accompagnée de changements structurels. Au stade actuel, les réponses envisagées au problème de l'effet de serre (par exemple) suivent trois grandes logiques : la modification des signaux-prix, la recherche d'une rupture technologique, et l'augmentation volontariste de l'efficacité énergétique. Si chacune de ces pistes doit effectivement être suivie pour parvenir à une réduction substantielle des émissions de GES, s'y engager sans disposer d'une vision globale réduirait sévèrement les chances de succès.

L'Etat doit d'abord mettre en place les instruments adéquats (éco-fiscalité ou marchés de droits) pour compléter le système de prix, et assurer que celui-ci reflète les raretés environnementales. A cet égard, la France est en train d'opérer une réforme majeure, avec la mise en place de la taxe carbone, et celle de la taxe poids lourds. Il est par ailleurs confirmé, tant au niveau local que national, dans son rôle traditionnel de développement des infrastructures, de régulation des marchés, de réglementation ou de normalisation, d'incitations à la R et D, et de financement de l'économie dans les domaines que ne peuvent satisfaire les marchés financiers compte tenu des horizons et des risques engagés.

Cependant, son rôle n'est pas seulement de pallier des imperfections des marchés existants, mais d'identifier les signes de l'émergence d'un nouvel équilibre, et de permettre par son action une meilleure coordination des décisions individuelles dans le cheminement vers cet équilibre. En effet, nous allons devoir : inventer au niveau planétaire des modèles de développement qui découplent impérativement croissance et consommation de ressources naturelles ; inventer une économie circulaire, à l'instar de la nature qui fait de tout déchet un intrant ; décorrélérer la consommation d'usage de la destruction du bien qui en est le support physique etc...

### Synthèse des Recommandations

#### 1. Mesure des performances économiques au regard de la soutenabilité

\* Mise en œuvre des recommandations du rapport Stiglitz, notamment la nécessité de disposer d'indicateurs de « stocks » sur l'état des différents types de capital naturel (et non seulement de « flux d'émissions ») ou d'état de la ressource pour ses différentes composantes.

#### 2. Internalisation des dommages à l'environnement dans le système de prix

\* Poursuite de la réforme fiscale verte, notamment pour établir de manière lisible, et dans la durée, les trajectoires de prix.

\* Régulation des marchés secondaires du carbone. Mise en œuvre des propositions de la Commission Keller et du rapport Charpin, pour que le marché européen soit transparent, et conserve son « leadership », avec un encadrement équivalent à celui envisagé dans le projet Waxman-Markey.

#### 3. Politique « industrielle » et « servicielle » verte

\* Veille systématique sur les filières et secteurs porteurs, incluant : un diagnostic actualisé en permanence sur leurs perspectives et les chaînes de valeur concernées (économie de la fonctionnalité) ; l'analyse des obstacles réglementaires ou réglementaires à leur développement ; et celle de leurs besoins en R et D, en infrastructures, et en normalisation.

\* R et D. Attention à ne pas donner de fait la priorité à l'amélioration des produits et process existants, par rapport à l'émergence de nouvelles filières.

\* Promouvoir le capitalisme vert : renforcer la transparence et la gouvernance (régulation) sur les marchés financiers ; renforcer l'information extra-financière (mieux inciter à la gestion des risques extra-financiers et ses indicateurs via un tableau de bord environnement, social, gouvernance...) ; favoriser la création d'une agence de notation extra-financière européenne ; favoriser l'audit indépendant des rapports développement durable pour éviter le « *green washing* » ; promouvoir les labels socialement responsables sur les marchés financiers et leur transparence.

#### **4. Evaluation des politiques publiques (investissements, programmes, normes, R et D)**

\* Systématiser, pour tous les grands projets et programmes publics, les études de soutenabilité (« *Sustainable Impact Assessment* »).

\* Focaliser les études d'impact « emploi » des éco-technologies sur les besoins en qualification et l'évolution des compétences.

\* Analyse socio-économique des projets des infrastructures et des programmes de développement des éco-technologies : s'assurer que les coûts de la non action » (au sens où l'entendait le rapport Stern) sont correctement pris en compte ; identifier les conditions réglementaires conditionnant leur succès.

\*

\* \*

L'opposition entre politiques de croissance ou de compétitivité, et stratégies de développement durable, qui persiste souvent dans les débats en France et en Europe est ici stérile, car elle suppose implicitement la possibilité de poursuivre sur un modèle de croissance en réalité en voie d'épuisement, et non soutenable, alors que l'intégration de l'écologie apparaît comme un élément nécessaire.

Répondre au défi du développement durable et du réchauffement climatique comme une partie intégrante d'un nouveau modèle de croissance verte se fera en mettant en place les instruments et signaux prix adéquats, en investissant dans la R&D, l'efficacité énergétique, la fonctionnalité, et en agissant sur la régulation des marchés pour promouvoir le long terme dans toutes les décisions économiques.

**Conseil économique  
pour le  
développement durable**  
244, boulevard  
Saint-Germain  
75007 Paris  
Tel. : 01.40.81.21.22

**Directeur de la  
publication**  
Dominique Bureau